

*Lettre envoyée par courriel*

Ottawa, le 26 mars 2025

L'honorable Dominic LeBlanc  
Ministre du Commerce international et des Affaires  
intergouvernementales et président du Conseil privé  
du Roi pour le Canada  
125, promenade Sussex  
Ottawa, ON K1A 0G2

L'honorable François-Philippe Champagne  
Ministre des Finances  
Ministère des Finances Canada  
90, rue Elgin  
Ottawa, ON K1A 0G5

L'honorable Kody Blois  
Ministre de l'Agriculture et de  
l'Agroalimentaire et du  
Développement économique rural  
Agriculture et Agroalimentaire  
Canada  
1341, chemin Baseline  
Ottawa, ON K1A 0C5

**Objet : Impacts des tarifs douaniers chinois sur les entreprises agricoles canadiennes**

Messieurs les Ministres,

Comme vous le savez, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) est un organisme sans but lucratif non partisan qui représente les intérêts de 100 000 petites et moyennes entreprises (PME) partout au Canada, dont 5 200 dans le secteur agricole. **Nous souhaitons vous faire part de nos préoccupations concernant la récente décision du gouvernement chinois d'imposer des contre-tarifs sur certains produits agricoles canadiens, notamment l'huile et la farine de canola, les pois, le homard et le porc.** Ces mesures font suite à l'imposition par le Canada d'une surtaxe de 100 % sur tous les véhicules électriques (VÉ) fabriqués en Chine et de 25 % sur les importations de produits d'acier et d'aluminium chinois.

La FCEI se réjouit des modifications récemment annoncées au programme Agri-stabilité, soit l'augmentation du taux d'indemnisation et le doublement du plafond de paiement, qui visent à aider les PME touchées par les tarifs chinois. Toutefois, le gouvernement doit veiller à ce que le programme soit offert rapidement et sans formalités administratives inutiles. Il devrait également envisager de simplifier d'autres programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE) comme Agri-investissement et le Programme de paiements anticipés.

## L'état actuel des PME

L'environnement commercial actuel est particulièrement difficile et crée beaucoup d'incertitude pour les propriétaires de PME, qui sont déjà confrontés avec la hausse des coûts d'exploitation, la baisse de la consommation, la paperasserie excessive et un fardeau fiscal important. Selon le [Baromètre des affaires<sup>MD</sup>](#) de la FCEI, l'indice de confiance à long terme des PME a atteint un creux historique en mars, dépassant même les niveaux observés pendant la pandémie de 2020. Cette chute n'est pas surprenante compte tenu des impacts financiers de la guerre commerciale avec les États-Unis et des nouveaux tarifs douaniers chinois, qui viennent exacerber les défis économiques auxquels font face les entreprises canadiennes.

## L'enjeu des tarifs chinois pour les entreprises agricoles canadiennes

Dans l'Ouest du Canada, les petits producteurs de canola sont particulièrement préoccupés par les tarifs douaniers chinois, d'autant plus que la situation commerciale avec les États-Unis demeure très instable. Ensemble, la Chine et les États-Unis représentent plus de la moitié des exportations canadiennes de canola<sup>1</sup>. Avec l'application des nouveaux tarifs chinois, de nombreux agriculteurs auront de la difficulté à trouver des acheteurs et devront assumer des pertes ou se tourner vers des cultures moins rentables. Certains producteurs de canola affirment déjà avoir perdu des contrats avec des acheteurs étrangers et beaucoup risquent de se retrouver avec des produits invendus à l'absence de marchés viables. À l'approche de la saison des semences, les agriculteurs doivent d'urgence disposer de directives claires afin de planifier leurs activités.

Sur la côte Est, les tarifs chinois auront d'importantes répercussions sur les propriétaires de PME de l'industrie des produits de la mer, comme les pêcheurs de homard, puisque la Chine est le 2<sup>e</sup> plus grand importateur de ces produits.<sup>2</sup> L'industrie du homard est déjà confrontée à de nombreux défis, tels que la hausse des coûts d'exploitation et les obstacles à l'exportation. La Chine étant un marché vital pour le homard canadien, ces nouveaux tarifs en réduiront considérablement l'accès et créeront de l'incertitude pour les pêcheurs et les transformateurs qui dépendent de ces ventes internationales pour maintenir leurs activités.

## Réévaluer la stratégie canadienne de subventions pour les véhicules électriques (VÉ)

Compte tenu de la situation actuelle, nous recommandons au gouvernement de réévaluer sérieusement ses politiques en matière de tarifs douaniers et de subventions visant les véhicules électriques afin d'atténuer leurs répercussions imprévues sur les PME agricoles. Bien que la surtaxe sur les véhicules électriques fabriqués en Chine ait été mise en place pour soutenir le développement de l'industrie des véhicules électriques au Canada, il convient de se demander si continuer à subventionner de grandes multinationales est la meilleure approche, en particulier dans le contexte actuel de la guerre commerciale avec les États-Unis.

Comme mentionné dans un blogue de la FCEI<sup>3</sup>, le gouvernement fédéral et les gouvernements de l'Ontario, du Québec et de la Colombie-Britannique se sont engagés à subventionner d'importants projets visant à développer l'industrie canadienne des batteries pour véhicules électriques. Ils se sont engagés à remettre plus de 62 G\$ à d'importants constructeurs automobiles. Toutefois, certains d'entre eux ont interrompu leurs projets depuis. Nous nous demandons donc dans quelle mesure une telle politique est

<sup>1</sup> Statistique Canada, Exportations des grains, selon les destinations, Tableau : 32-10-0008-01 (anciennement CANSIM 001-0015), 2019.

[https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3210000801&request\\_locale=fr](https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3210000801&request_locale=fr)

<sup>2</sup> Pêches et Océans Canada, Commerce du poisson et des fruits de mer du Canada en 2023 : un aperçu, juillet 2024.

[https://publications.gc.ca/collections/collection\\_2024/mpo-dfo/Fs1-89-2023-fra.pdf](https://publications.gc.ca/collections/collection_2024/mpo-dfo/Fs1-89-2023-fra.pdf)

<sup>3</sup> FCEI, Francesca Basta, Blogue Perspective PME, Subventions aux entreprises : l'écart entre les grandes et les petites entreprises, avril 2024.

nécessaire dans le contexte actuel. Plutôt que d'accorder des subventions à des multinationales déjà rentable, le gouvernement devrait mettre en place des politiques améliorant le climat des affaires. Par exemple, la réduction du fardeau fiscal et réglementaire des PME fournirait un soutien significatif aux PME et à leurs employés.

### Appel à l'action

Les tarifs douaniers imposés par les États-Unis et la Chine touchent de façon disproportionnée nos producteurs et exportateurs du secteur agricole. Afin d'assurer leur réussite sur le long terme, les exploitants agricoles aimeraient que le gouvernement privilégie la réduction de la paperasserie (81 %) et l'allègement du fardeau fiscal global (79 %)⁴. La FCEI recommande également au gouvernement fédéral d'envisager les mesures suivantes pour soutenir les PME agricoles :

- **Simplifier les programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE)**, notamment Agri-stabilité, Agri-investissement et le Programme de paiements anticipés, pour assurer qu'ils fournissent un soutien adéquat et rapide aux entreprises agricoles et sans formalités administratives inutiles.
- **Veiller à ce que ces programmes répondent aux besoins particuliers des PME**, pas seulement à ceux des grandes entreprises.
- **Mieux faire connaître les services**, comme ceux offerts par le Service des délégués commerciaux (SDC) et Exportation et développement Canada (EDC) pour aider les PME à explorer et trouver de nouveaux marchés plus efficacement.

Les PME souhaitent que le gouvernement mette en place un plan d'action économique ambitieux pour les aider à faire face aux difficultés actuelles. Nos recommandations visent à soutenir leur réussite dans tout le pays. Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ces enjeux et serions ravis d'en discuter davantage avec vous ([juliette.nicolay@fcei.ca](mailto:juliette.nicolay@fcei.ca)).

Nous vous prions d'agréer, Messieurs les Ministres, l'expression de notre considération distinguée,



Jasmin Guénette  
Vice-président, Affaires  
nationales



Michelle Auger  
Analyste principale des  
politiques, Affaires nationales



Juliette Nicolay  
Analyste des politiques,  
Affaires nationales

c.c. : M. Chris Forbes, sous-ministre, ministère des Finances  
M. Lawrence Hanson, sous-ministre, Agriculture et Agroalimentaire Canada  
M. Rob Stewart, sous-ministre du Commerce international

⁴ FCEI, Sondage sur l'agriculture 2024, de novembre 2023 à février 2024, n = 543.